

SYRIE

Multiplication des attentats malgré la présence des observateurs internationaux

Les attentats meurtriers se multiplient en Syrie, bien que près de la moitié des 300 observateurs internationaux de la mission de l'ONU soient désormais à pied d'œuvre. En revanche, deux journalistes turcs retenus depuis deux mois ont été libérés samedi.

Dans le même temps, répression et combats entre soldats et déserteurs se sont poursuivis : quatre civils et quatre militaires ont encore péri, deux jours avant la mise en place d'un 15^e train de sanctions européennes.

La communauté internationale, qui multiplie les mesures de rétorsion et a déployé 145 observateurs dans le pays, a été jusqu'à présent incapable de mettre fin aux violences qui ont fait plus de 12 000 morts en 14 mois, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Le régime de Bachar al-Assad, qui ne reconnaît pas la contestation, affirme lutter contre des «bandes terroristes armées» et leur impute les attentats qui frappent le pays depuis décembre 2011. Ces attaques se sont récemment multipliées, notamment depuis le ces-

sez-le-feu techniquement en vigueur depuis le 12 avril mais continuellement ignoré, notamment à Damas et à Alep, les deux plus grandes villes du pays.

Plusieurs de ces attentats ont été revendiqués par un groupuscule obscur, le Front al-Nosra, inconnu jusqu'à l'éclatement de la révolte en Syrie.

Samedi, ce groupe extrémiste a dit être responsable du double attentat qui a fait jeudi 55 morts et des centaines de blessés à Damas dans l'explosion d'une charge de plus d'une tonne, selon les médias officiels.

Le Front, dont on ignore les affiliations, a dit avoir mené ces attaques «en réponse au bombardement du régime des quartiers résidentiels». Ces allégations sont difficilement vérifiables. La voix enregistrée sur la vidéo a été modi-

fiée et aucun membre du groupe n'était visible sur les images. Vendredi, Damas a affirmé avoir déjoué un attentat-suicide à Alep (nord). Le kamikaze, abattu «avant qu'il ne puisse perpétrer son crime terroriste», selon la télévision d'Etat, transportait 1 200 kg d'explosifs. Le quotidien gouvernemental *As-Saoura* imputait samedi la responsabilité des attentats à Al-Qaïda, soutenu par «l'Amérique et l'Occident via leurs instruments dans la région : la Turquie voisine ou les émirats pétroliers». L'opposition accuse en revanche le régime de mener ces attaques pour saboter le plan de l'émissaire international Kofi Annan. Le Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition, accuse même les autorités de mettre en scène les attentats en plaçant des cadavres de prisonniers sur les lieux.

Les funérailles des victimes de jeudi ont eu lieu samedi après-midi à Damas. La prière, retransmise en direct à la télévision officielle, était dirigée par le mufti de Syrie, en présence de plusieurs membres du

gouvernement. Sur le terrain, 145 observateurs de l'ONU sont désormais arrivés, soit près de la moitié des 300 observateurs qui doivent être déployés à terme pour surveiller l'application d'une trêve pourtant continuellement ignorée.

Quatre civils ont, cependant, été abattus samedi par les forces du régime dans les régions de Hama (centre), d'Idleb (nord-ouest) et de Deir Ezzor (est), selon l'OSDH.

Et des combats ont opposé soldats forces régulières et déserteurs dans les régions de Deraâ (sud), de Homs (centre) et d'Idleb, où quatre soldats ont péri et neuf autres ont été blessés, certains grièvement, selon l'OSDH.

Ankara a annoncé la libération, grâce à une médiation iranienne, du cameraman freelance Hamit Coskun et du journaliste Adem Özköse, du journal à tendance islamiste *Milat*, entrés en Syrie début mars pour réaliser un documentaire. Ils avaient été vus pour la dernière fois le 9 mars près du bastion rebelle d'Idleb, proche de la frontière turque. Ankara avait accusé Damas de les retenir prisonniers.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a déclaré que l'Iran, grand allié de Damas, avait intercedé en leur faveur.

Vendredi, journée traditionnelle de mobilisation depuis le début de la révolte en mars 2011, des dizaines de milliers de Syriens ont bravé les tirs des troupes pour manifester leur opposition au régime, et les violences ont fait 17 morts, dont 12 civils.

Selon l'OSDH, 938 personnes dont 662 civils ont péri dans les violences depuis le début de la trêve, et des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées dans le cadre de la répression.

Samedi toutefois, huit militants, dont la blogueuse Razan Ghazzawi, l'un des symboles de la contestation, ont été libérés jusqu'à leur procès à la fin du mois pour «possession de publications interdites», selon l'avocat des droits de l'Homme Anouar Bounni.

Enfin, le CNS a annoncé qu'il se réunirait la semaine prochaine au Caire pour reconduire Burhan Ghalionn à sa tête ou se doter d'une nouvelle présidence.

ÉGYPTTE

Le tribunal administratif du Caire maintient la présidentielle le 23 mai

Le tribunal administratif du Caire a décidé hier samedi de maintenir l'élection présidentielle à la date prévue du 23 mai, cassant un jugement d'une cour de province, selon des sources judiciaires.

Mercredi, le tribunal administratif de Banha avait jugé qu'il ne faisait pas partie des prérogatives du chef de la commission électorale d'appeler à la tenue du scrutin dont le premier tour est prévu les 23 et 24 mai. Mais de source judiciaire, on avait expliqué que la décision serait contestée au Caire et devrait être annulée car le maréchal Hussein Tantaoui, le chef d'Etat de fait de l'Égypte, avait délégué ce pouvoir au chef de la commission. La course à la présidentielle en Égypte a été émaillée depuis plusieurs mois de coups de théâtre qui ont tenu le pays en haleine. L'armée a promis de rendre le pouvoir aux civils une fois le nouveau président élu.

Il s'agira de la première présidentielle depuis la chute du régime de Hosni Moubarak, chassé du pouvoir par une révolution populaire en février 2011. Le second tour est prévu les 16 et 17 juin.

Les principaux candidats sont l'ancien ministre des Affaires étrangères et ex-patron de la Ligue arabe, Amr Moussa, Mohammed Morsi, le président du Parti de la liberté et de la justice (PLJ, issu des Frères musulmans) et Abdel Moneim Aboul Foutouh, un ancien cadre dirigeant des Frères musulmans.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Reprise des affrontements entre armée et mutins

L'armée congolaise et des mutins ex-rebelles ont repris les combats hier matin à Jomba, une localité de l'est de la République démocratique du Congo, proche de la frontière avec l'Ouganda, a-t-on appris hier samedi de source militaire.

«Les affrontements viennent de reprendre dans la matinée dans Jomba. Nous appuyons notre première ligne d'avance avec des armes lourdes. Nous avons demandé à la population de quitter les lieux pour ne pas confondre l'ennemi et les civils», a déclaré à l'AFP un colonel loyaliste des Forces armées (FARDC).

«Hier (vendredi), les mutins ont reculé de leur position près de Bunagana mais ils ont débordé pour revenir vers Jomba», à quelques kilomètres de Bunagana, «et nous ne comprenons pas comment ils sont arrivés de ce côté», a ajouté le

colonel qui participe aux combats.

Jeudi, les «insurgés» ont occupé Runyonyi vers 18h (16h GMT) avant d'étendre (...) leur contrôle sur les localités voisines de Chanzu et Bikenge», à une quinzaine de kilomètres de Bunagana, a indiqué M^e Omar Kavota, vice-président de la société civile de la province instable du Nord-Kivu (est), où se déroulent les combats.

«J'ai fui mon village parce qu'il est déjà occupé par des rebelles. Je ne peux pas rentrer là-bas tant que le gouvernement ne sera pas de retour», a déclaré hier samedi un habitant de Runyonyi, qui a fui vers

l'Ouganda avec sa femme et son enfant.

Les mutins interrogés se réclament du Mouvement du 23 mars (M23), un nouveau groupe militaire d'ex-membres de l'ancienne rébellion du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), intégrée en 2009 dans l'armée à la faveur d'un accord de paix signé avec Kinshasa.

Ils sont dirigés par le colonel Sultani Makenga — qui a déserté le 4 mai et regagné le territoire de Rutshuru, frontalier de l'Ouganda et du Rwanda — et ils réclament la pleine application des accords de paix de 2009.

Dans la zone, l'armée combat également le général Bosco Ntaganda, ex-chef d'état major du CNDP qui est «confiné dans le parc

des Virunga, à la frontière avec le Rwanda», avait déclaré jeudi à l'AFP le colonel Sylvain Ekenge, porte-parole militaire pour les Nord et Sud Kivu.

«On verra comment on va s'y prendre pour le petit groupe qui reste autour du général Bosco», avait-il ajouté à l'expiration d'un ultimatum laissé aux mutins pour regagner leurs unités — une opération qui a, selon lui, permis «des centaines» de retour.

Connu aussi sous le surnom de «Terminator», le général Ntaganda est recherché par la Cour pénale internationale (CPI) pour enrôlement d'enfants soldats, et par Kinshasa qui le juge «responsable» des combats entre loyalistes et mutins qui ont commencé le 29 avril au Nord-Kivu.

ESPAGNE

Les «indignés» sont de retour

A l'occasion de leur premier anniversaire, les indignés, surgis l'an dernier en Espagne pour dénoncer la crise, la corruption et le chômage, s'apprêtaient à redescendre dans les rues hier samedi et contredire ainsi ceux qui prétendent qu'ils ont disparu.

A Madrid, les indignés devaient converger hier soir, en plusieurs colonnes venues des quatre coins de la ville, vers la Puerta del Sol, pour un retour symbolique sur cette place qui a vu naître leur mouvement, le 15 mai 2011.

Pendant quatre jours, ils ont l'intention d'y tenir une «assemblée permanente», défiant l'interdiction officielle selon laquelle les manifestations devront prendre fin chaque soir à 22h. C'est sur la Puerta del Sol que s'était installé, il y a un an, le campement des indignés, avant de faire des émules dans le monde entier. Pendant un mois, cet amas de tentes et de bâches était devenu le symbole d'un ras-le-bol qui avait surpris un pays où, malgré la crise, le mécontentement s'était jusque-là peu exprimé. Mais le gouvernement de droite, arrivé au pou-

voir dans l'intervalle, a cette fois affiché sa fermeté, déclarant «illégal» toute tentative d'installer un nouveau campement. «Des limites horaires ont été fixées. Au-delà, ces rassemblements ne sont pas autorisés», a souligné vendredi la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria. «Au-delà de ces horaires, la loi serait enfreinte et donc les droits des autres citoyens, et bien sûr, le gouvernement fera en sorte que la loi soit respectée», a-t-elle ajouté.

Sous les slogans «Prends la rue», «Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers», d'autres manifestations étaient convoquées hier samedi dans environ 80 villes du pays, dont Barcelone. Parmi les premiers, quelques indignés ont commencé à se rassembler hier matin

dans la capitale catalane, sur la Plaza de Catalunya. Pendant ce temps à Madrid, les premiers marcheurs de la «colonne sud» quittaient Leganes, une banlieue sud de la ville. L'ampleur que prendra la mobilisation est incertaine, au moment où le chômage frappe un actif sur quatre (24,4%) et où le gouvernement met en œuvre une politique d'austérité sans précédent.

Un terrain fertile, a priori, pour que l'anniversaire du mouvement soit un succès. Mais à la différence d'il y a un an, les rues d'Espagne sont envahies presque chaque semaine par les manifestations convoquées par les syndicats contre la rigueur. Les indignés pourraient être noyés dans ce flot de mobilisations, d'autant qu'ils ont largement perdu en visibilité. Répondant à une structure horizontale, refusant de se constituer en parti, ils n'ont pas su «structurer un mécontentement sans idéologie concrète», analyse Antonio Alaminos, professeur de sociologie à l'Université d'Alicante. «Résultat : beaucoup de petits groupes relative-

ment déconnectés entre eux qui ne forment plus un mouvement social», ajoute-t-il. «Le mouvement est toujours là, mais il n'est plus dans la rue : il est sur l'internet, sur les réseaux sociaux», explique Noelia Moreno, une chômeuse de 30 ans qui a participé au campement l'an dernier. «N'étant pas un parti politique, ils n'avaient pas de limites dans leurs rêves, mais ceci est une arme à double tranchant», remarque le sociologue Fermin Bouza. Pour lui, le mouvement «oscille entre deux extrêmes, les utopiques et les pragmatiques», qui devraient «s'entendre pour constituer un mouvement solide, capable de retrouver une certaine popularité et être utile à tous». Les indignés affichent toutefois une réussite concrète : avoir insufflé une nouvelle force à la Plateforme contre les expulsions (PAH), qui lutte depuis 2009 contre les saisies d'appartements de familles surendettées. Symbole de la crise, ces saisies ont été bloquées ou retardées à des dizaines d'occasions sous la pression des militants.